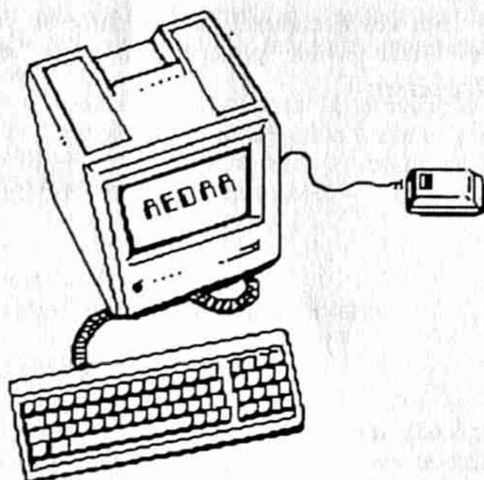
ARCHIVORE

Bulletin de l'Association des Étudiants et des Diplômés en Archivistique d'Angers

Numéro 12, parution trimestrielle Mars 1999

ÉDITORIAL

Lors du conseil d'administration du 8 mars dernier, un nouvel élan a été donné aux actions menées par l'AEDAA. Les membres du conseil ont en effet étudié le projet de Jean CHEVALLIER (DESS 96-97) concernant la création d'un site sur Internet. Bien



accueillie, cette initiative a été encouragée et il est dorénavant envisagé de créer une commission *Archinet*. Le nouveau site présentera des rubriques déjà existantes (offres d'emploi — sur espace sécurisé —, *Archivore*) et de nouveaux services qui resteront à définir. Les possibilités que nous offre Internet sont importantes, nous comptons donc sur votre expérience, vos conseils et votre imagination pour développer ces nouveaux services. En outre, la mise en place et l'exploitation d'un tel système vont demander une attention et une mobilisation particulières. Aussi, l'AEDAA apprécierait l'aide et la participation d'un grand nombre d'adhérents.

En attendant des échanges en direct sur le Net, nous vous informions dans le précédent numéro de la création d'une rubrique " Courrier des lecteurs ". Mais les adhérents semblent peu bavards, puisqu'à ce jour la commission *Archivore* n'a reçu aucune suggestion, ni aucune lettre engageant un débat sur un problème quelconque. Profitez de ce droit de parole et n'hésitez pas à nous contacter. *Archivore* est à la disposition de ses adhérents et doit leur permettre de s'exprimer librement.

N'oubliez pas également de nous indiquer tout changement concernant votre situation professionnelle ou votre adresse. La mise à jour régulière de ces informations facilitera la réactualisation de l'annuaire.

En vous remerciant par avance de votre prochaine collaboration,

Le vice-président,
Richard RAVALET

SOMMAIRE

Chers adhérents,

Le 27 février dernier , suite à la démission de plusieurs membres du bureau élus en novembre 1998, une assemblée générale extraordinaire s'est tenue à la Bibliothèque universitaire d'Angers. Un nouveau bureau a donc été élu, et je tiens ici à remercier tous les membres qui ont participé au vote, soit en venant assister à l'AG, soit en renvoyant leur bulletin. Cette mobilisation nous a conforté dans l'idée que beaucoup s'intéressaient à la vie de l'association, et souhaitaient la voir continuer dans les orientations qu'elle s'était fixée. Une première réunion a déjà eu lieu, qui a permis de déterminer quelques grands axes de travail :

- le bureau-emploi est à votre disposition, et vous permet de recevoir tous les quinze jours des offres d'emploi. N'hésitez pas à contacter Cyril Bagnaud, ou à lui envoyer des enveloppes timbrées afin de bénéficier de cette possibilité qui vous est offerte.

- Un site Internet a été conçu par un membre de l'AEDAA, Jean Chevalier, et a été soumis au bureau qui s'est montré enthousiasmé par cette idée. Ce site présentera l'association et permettra d'avoir accès aux offres d'emploi ; il vous donnera la possibilité de poser vos questions, de soumettre vos problèmes aux autres membres de l'AEDAA. Un guide des services d'archives sera disponible, et vous pourrez consulter la version " on line " d'*Archivore*. Par conséquent, avis à tous ceux qui seraient prêts à participer ou qui voudraient soumettre des idées pour développer le site.

- En ce qui concerne *Archivore*, la ligne éditoriale sera suivie, et je tiens à remercier tous ceux qui ont participé, participent et participeront à son élaboration, soit en nous adressant des articles, soit en réalisant ce bulletin qui, plus que jamais, doit vous apparaître comme un moyen d'information et de liaison. N'oubliez pas que ce bulletin n'est pas le fait de quelques personnes, mais qu'il doit vous permettre de vous exprimer et de faire partager votre expérience.

Voici résumés quelques axes de travail. D'autres seront abordés lors des prochaines réunions de bureau, dont vous serez tenus au courant au fur et à mesure. Toutes les suggestions d'action ou d'orientation sont attendues, et seront examinées par le bureau.

Sur ces quelques lignes de mise au point, je vous laisse vous plonger dans ce numéro d'*Archivore*.

La présidente,
Vanina HEULLANT



Compte-rendu de la réunion du groupe de réflexion et d'action sur les emplois-jeunes dans les archives

Le samedi 27 février, ainsi qu'il avait été annoncé par l'AEDAA, une réunion du Groupe de réflexion et d'action sur les emplois-jeunes dans les archives s'est tenue à la Bibliothèque universitaire de Belle-Beille. Y assistaient notamment le vice-président de l'ADELITAD (Association des diplômés en archivistique de l'université de Mulhouse), et un représentant de la section locale de la CGT.

Lors de cette réunion, le but de cette action a été rappelé : il ne s'agit pas de s'opposer à l'arrivée des emplois-jeunes dans le secteur des archives, mais de veiller à ce que ces emplois soient mis en place dans la légalité, particulièrement au regard des missions qui leur sont affectées. Un point a été fait sur l'état actuel de la législation, et de nombreux exemples ont été apportés par les participants ayant eu connaissance du recours à ce type d'emploi dans le cadre des archives.

Une première action va être menée durant le mois de mars, consistant à établir aussi précisément que possible la liste des emplois-jeunes mis en place dans les archives. Ceci est un préalable indispensable à toute action future, car nous ne disposons pas pour le moment de chiffre précis. Le concours de toutes les associations de diplômés en archivistique va être sollicité.

ARCHIVORE vous tiendra au courant dans ses colonnes de l'évolution de cette action.

Contact
GRASEJA
21, rue du Mail - 49 100 ANGERS
Tél/fax/rép. : 02 41 86 77 40
e-mail : graseja@hotmail.com

Exposition « Regards sur la place Laennec, hier et aujourd'hui »

Archives municipales de Quimper (Finistère)



Des travaux dans le centre-ville...

Fin 1997, la Ville de Quimper ouvre le grand chantier urbain des places Laennec et Saint-Corentin. Fin 1998, ces espaces, envahis par les voitures depuis les années 60, sont enfin rendus aux piétons.

Cette opération d'envergure a comporté quelques contraintes :

- aménagements temporaires au niveau de la circulation,
- fouilles archéologiques d'urgence,
- accès aux magasins rendus difficiles.

Un an après le début des travaux, les Quimpérois ont pu découvrir un nouveau lieu de vie : promenades, skate board, musique, manifestations variées.

C'était l'occasion pour la municipalité de retracer l'histoire de la place grâce à une exposition, exposition dont l'ouverture a coïncidé avec l'inauguration du nouvel ensemble.

En moins de deux mois :
du lancement de l'idée à la réalisation

<u>La découverte de plaques de verre</u>

Vers le 20 octobre 1998, un photographe indépendant travaillant régulièrement avec la mairie de Quimper, et ayant effectué tout le suivi des travaux, se présente aux Archives municipales.

Dans un premier temps, une exposition devait évoquer la transformation de la place de 1997 à 1998 uniquement. Mais l'idée de couvrir aussi l'histoire des environs de la cathédrale depuis 200 ans est rapidement apparue. Cela ne pouvait pas mieux tomber ! En effet, la rumeur courait, depuis quelques temps déjà, que les Archives venaient de mettre au jour des plaques de verre.

Ces fameuses plaques, environ cent cinquante, ont été remises aux Archives par M. Campéon, ancien employé municipal.

Elles nous montrent le Quimper d'antan où les femmes faisaient leur marché en costume breton...

Les marchés justement... La place Laennec était, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, le lieu où se déroulait le marché aux faïences !

Les Archives municipales et le service du développement culturel avaient pour mission la conception du volet historique de l'exposition : 7 panneaux (sur 22) plus 3 vitrines.

<u>Les acteurs</u>

<u>Metteur en scène</u> :
Lionel Flageul

<u>Conception graphique</u> :
Cabinet du maire

<u>Rôles principaux</u> :
Lionel Flageul (photographe),
le service culturel avec
Jean-Philippe Brumeaux et
Sylvie Le Quéau,
les archives municipales avec
Juliette Lécuyer et Natacha Lajoinie.

<u>Le financement</u>

Le nerf de la guerre : les crédits !! Eh oui !!

Qui allait bien vouloir financer ce projet lancé, il faut le préciser, juste deux mois avant l'inauguration de la place ?

Un seul service pouvait accomplir cet exploit... Le cabinet du maire !!!

Cependant, les Archives et le service culturel étaient prêts à apporter leur modeste contribution, en cas de coup dur...

Bref, coût total : près de 50 000 F.

<u>La collecte des documents</u>

1) Sur quelle période ? La question était vite réglée : de la première plaque de verre (1895) à aujourd'hui. Mais ce n'était qu'un début. Peu à peu les personnes chargées de la réalisation ont étendu leur champ de recherche :

- Musée des Beaux-Arts de Quimper, Musée départemental breton (Quimper), Musée de Bretagne (Rennes), photographes locaux, particuliers : en ce qui concerne les documents iconographiques et les ornements architecturaux (blochets[1] et pigeâtres[2]).
- Archives municipales : pour le prêt de documents écrits et de plans.

2) Le choix et la répartition des documents sur les panneaux : cela était loin d'être évident ! Entre vitrines et panneaux, il n'a pas fallu moins de cinq réunions à trois ou quatre personnes... Puis des réunions à deux pour la rédaction des historiques et des légendes.

<u>Du laboratoire au hall de la Mairie</u>

Ou l'histoire d'une course contre la montre entre Rennes et Brest en passant par Lorient et Douarnenez. En effet, il fallait suivre la conception des panneaux entre les différents prestataires de services :

- Rennes : laboratoire photo (tirage des plaques de verre, agrandissement),
- Douarnenez : laboratoire indépendant (agrandissement de cartes postales),
- Quimper : graphiste (conception graphique sur ordinateur : disposition des photos),

[1] Blochet : extrémité de poutre sculptée qui orne une maison à pan de bois.
[2] Pigeâtre : pièce sculptée soutenant un encorbellement.

- Lorient : graphiste (sortie papier et disposition des textes sur les panneaux),

- Brest : encollage des feuilles (1025,5 cm x 80 cm) sur panneaux rigides,

- Quimper : édition de la plaquette « Souvenirs » de l'expo-photos.

Du stress au kir à la crème de cassis

Bien entendu, nous n'évoquerons pas les aléas que l'on rencontre nécessairement dans ce genre d'opération, sinon l'inévitable « problème » de dernière minute. Alors que les panneaux étaient déjà encollés : nous découvrons que l'auteur des prises de vue de 1895 n'est pas celui que l'on croyait, mais son frère... Le rectificatif ne pouvant se faire sur les panneaux, il fut effectué dans les vitrines.

Après toutes les petites tracasseries rencontrées lors d'un projet comme celui-là, le jour J finit par arriver. 11h30, hall de la Mairie : monsieur le maire évoque l'histoire du centre-ville, des places en question, les fouilles archéologiques sous la pluie, les travaux, l'exposition, ainsi que le sentiment de fierté et de soulagement (d'avoir terminé dans les délais).

Les résultats

Comme vous avez pu le constater, cette exposition n'entrait pas dans le programme des Archives prévu pour l'année 1998 : c'est tout le charme de l'imprévu.... Nous devons aussi préciser que l'équipe de ce service s'est constituée récemment ; elle n'avait pas encore inclu de projet de ce type dans ses activités.

Cette réalisation a permis au service des Archives de montrer ses compétences :

- vis-à-vis des services municipaux : ils ont pu constater que le travail des archivistes ne se limitait pas à la gestion de versements et de l'espace de stockage, mais que l'aspect historique était bien réel ;

- vis-à-vis du grand public : l'occasion nous était donnée de faire connaître un peu mieux la diversité des fonds d'archives.

C'est aussi à travers cette expérience que nous avons pu élargir notre réseau de connaissances dans le milieu culturel et artistique, mais également en direction des particuliers.

Et la presse ? Et la presse ? Relais d'information indispensable : que ce soit les journaux locaux ou le bulletin municipal. Ici nous avons bénéficié de l'ampleur du chantier : les journalistes étant quasiment toujours dans les parages. En d'autres cas, il aurait fallu les contacter nous-mêmes.

Et enfin, quelques bons mots du livre d'or :

- Par rapport à l'exposition :

Ex. 1 : « Très belle exposition, dommage que l'on ne voit pas plus souvent les documents d'archives » (mots de la mère d'un des « acteurs » — voir *supra*),

Ex. 2 : « Sur le panneau 7, on me voit en compagnie de ma sœur, devant le général de Gaulle » (un sexagénaire venu par la suite aux Archives demander une reproduction de la photo).

- Par rapport aux nouvelles places Laennec et Saint-Corentin :

Ex. 1 : « Beaucoup étaient contre, et finalement tout le monde est content, notre centre-ville a repris vie »,

Ex. 2 : « D'abord, la place Laennec n'existe pas, elle s'est toujours appelée place Saint-Corentin, pour ma part je propose : *Espace Laennec - place Saint-Corentin* » (un érudit local),

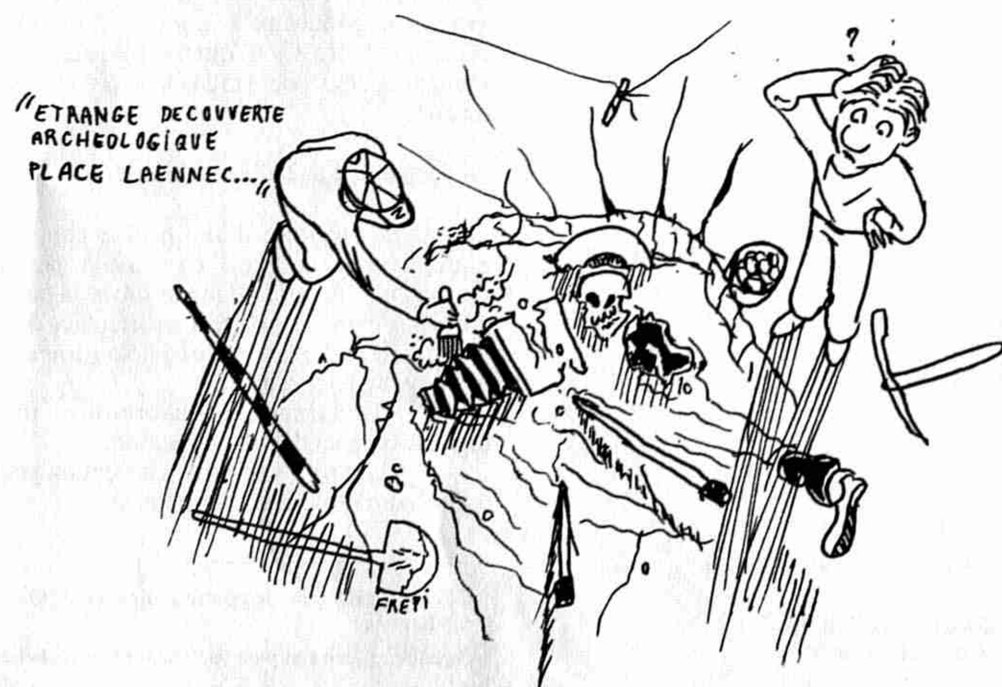
Ex. 3 : « La place est moche... et en plus je suis tombé plusieurs fois, et puis il y a trop de vent...Saloperie de place !! » (un insatisfait de la vie...).

Ça fait toujours plaisir de découvrir que nombre de nos concitoyens sont encore pourvus d'un grand humour, ah, ah, ah...

Alors, Mesdames, Messieurs les « acteurs », prêts à recommencer ?

Juliette LÉCUYER et Natacha LAJOINIE

Archives municipales de Quimper



Le service des archives de l'Institut Pasteur de Paris

Avec le passage de cinq étudiants depuis 1996, l'Institut Pasteur tend à devenir un lieu d'accueil traditionnel des stagiaires en archivistique de l'Université d'Angers. Plusieurs mois passés au sein de l'équipe du service m'ont permis d'effectuer le classement et le protocole de conservation des archives d'une association (le Comité national de défense contre la tuberculose), tout en me familiarisant avec les diverses activités de cet établissement.

Présentation du Service

Le Service des archives de l'Institut Pasteur fut créé en avril 1987 en réponse à d'impérieuses demandes : le classement et la conservation des archives de Jacques Monod, prix Nobel, chercheur puis directeur de l'Institut Pasteur, le réexamen du dépôt des archives administratives de l'Institut Pasteur aux Archives nationales, et la consultation croissante des archives des premiers pastoriens, des statuts, des dossiers relatifs aux directions des Instituts Pasteur d'Outre-mer qui rendait indispensable la rédaction d'instruments de recherche.

Abrité dans le moderne et luxueux bâtiment du Centre d'information scientifique, le Service est rattaché à la Direction de la recherche et de l'enseignement. Il est animé actuellement par une équipe de cinq personnes. Mme Denise Ogilvie, conservateur du patrimoine détachée à l'Institut Pasteur, dirige l'ensemble des activités et assure en collaboration avec M. Daniel Demellier, documentaliste, la collecte et le classement des fonds. Mme Dominique Dupenne s'occupe de la gestion, du secrétariat et des fonds administratifs contemporains. Mme Madeleine Brunerie achève bénévolement le classement du fonds Monod et Mlle Séverine Cournez (DESS 1996-1997) procède au classement des archives de la Direction de l'Institut Pasteur.

Les opérations de collecte systématique menées auprès des anciens pastoriens ou de leurs familles ont permis de mettre au jour un ensemble remarquable de fonds : les fonds Calmette, Noël Bernard, Simond, Comandon, Nicolle, Rapkine, Jacob... Ces archives contiennent le plus souvent des correspondances scientifiques, rapports, cahiers de laboratoire, dossiers de financement, publications et photographies. La visite des services ou des laboratoires avant leur fermeture assura la sauvegarde des fonds de la tuberculose, d'anatomopathologie et de toxicologie. Les démarches menées auprès des services de la Direction ont incité au versement des archives du Secrétariat général, de la Direction depuis 1964, de la Direction scientifique, des Applications de la recherche, des Brevets, du fonds Tréfouël, etc.

Le dépôt, équipé de compactus, abrite aujourd'hui près de deux kml d'archives. De nouveaux magasins ont été récemment aménagés pour accueillir les archives scientifiques contemporaines de l'Institut Pasteur. La consultation des documents s'effectue dans la salle de lecture dont la capacité d'accueil est de six places. Les demandes, qui émanent d'étudiants et de chercheurs français et étrangers, s'appuyent traditionnellement sur les instruments de recherche imprimés, elles peuvent toutefois être satisfaites par la consultation des fiches alimentant la base de données du service.

Une particularité du service : son outil informatique

Le système de stockage et de recherche des informations ASKSAM est utilisé par le Service des archives de l'Institut Pasteur depuis sa création. Les membres du service, notamment M. Demellier, ont adapté ce logiciel conçu à des fins documentaires à la saisie des fiches d'inventaire. Structurée en zones ou champs, la fiche de saisie se divise en deux parties :

- les quatre premiers niveaux ou niveaux de titres se rapportent aux fonds, subdivisions du fonds et dossiers- la description de la ou du groupe de pièces est distribuée entre les champs restants (" Type de documents ", " Auteur ", " Destinataire ", " Dates ", " Lieu ", " Description ", " Annexe " et " Objet ").

Principalement conçue pour traiter les archives des scientifiques (comportant le plus souvent une appréciable correspondance, des notes de cours et des cahiers de laboratoires), cette fiche de saisie impose à l'utilisateur de décomposer les informations et d'affiner au maximum son analyse. Il est toutefois possible de modifier ou de limiter les champs de façon à obtenir une analyse succinte de type répertoire numérique.

La base de données ASKSAM permet d'effectuer des recherches sur n'importe quelle combinaison de mots (un nom seul, un nom et une date...). Grâce au mode " Requête ", le système localise toutes les occurences pour sélectionner les enregistrements concernés par le mot en question. Il est également possible de trier l'information par zones, la recherche porterait spécifiquement, à titre d'exemple, sur les champs " Auteur " ou " Destinataire ". Enfin, le logiciel est encore capable — et c'est là son grand avantage — d'interroger l'ensemble des fonds inventoriés (c'est-à-dire de coupler l'ensemble des fiches) en même temps et quel que soit leur traitement, qu'il s'agisse d'un inventaire analytique, d'un répertoire numérique ou d'un récolement. À ce jour, quinze mille fiches alimentent cette base de données.

Au regard de ses avantages, les difficultés posées par le logiciel sont minimes. Cependant, pour l'utilisateur néophyte, la saisie s'avère un peu rigide, elle réclame aussi plus d'attention et de temps qu'un classique traitement de texte.

Un an d'activités à l'Institut Pasteur

L'année 1998 fut riche en événements pour le Service des archives de l'Institut Pasteur. Ses magasins se sont accrus de fonds particulièrement importants tels ceux du parasitologue et ethnographe Emile Brumpt, du radiologue Lacassagne et d'une oeuvre privée d'assistance, le Comité national de défense contre la tuberculose. Les archives de la Direction de l'Institut Pasteur ont trouvé leur archiviste en la personne de Séverine Cournez. Enfin, la vie du Service fut également troublée par la réalisation du colloque Simond, la mise en place des opérations " labo propre " et d'un groupe de travail sur les archives de la recherche médicale, et la soutenance d'une thèse consacrée à la mobilisation scientifique pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les opérations " labo propre "

En juin 1998, le Service hygiène et sécurité de l'Institut Pasteur constatant la difficulté d'assurer dans des laboratoires encombrés les conditions de sécurité nécessaires lors de l'utilisation de produits chimiques, biologiques et radioactifs dangereux, s'est proposé de lancer une opération " labo propre ". Pendant cette action, limitée sur un ou deux jours, toute activité scientifique cesse dans le département ou l'unité de recherche participant. Les chercheurs sont invités à préparer l'évacuation des déchets chimiques, des accessoires et appareils obsolètes, à nettoyer leurs laboratoires et à organiser l'archivage des documents d'intérêt scientifique ou historique. À cet effet, le Service des archives a réalisé un petit guide à l'attention des chercheurs. La procédure d'archivage et les différentes étapes de préparation du versement y sont expliquées, suivies par une typologie des documents et de quelques indications concernant leur conservation ; ceci dans le but de faciliter la rédaction du bordereau de versement.

Assister à l'une de ces opérations est aussi intéressant que distrayant, quand les poubelles et autres " ilôts déchets " envahissent les couloirs des unités de recherche et que les chercheurs masqués et gantés, armés de chiffons et de spray désinfectant réalisent le grand nettoyage de leurs labos. Même s'ils ne se préoccupent encore des archives qu'en dernier lieu, les scientifiques paraissent de plus en plus sensibilisés au problème de l'archivage de leurs documents. L'opération, qui obtient aujourd'hui un franc succès, permet aussi de réfléchir au problème de la conservation des données biologiques, autre production des laboratoires. Que deviendront les lames contenant des tissus humains ou animaux ainsi que les souches bactériennes et sérums conservés dans les frigos ? La solution réside peut-être dans la création d'une histothèque informatique pour les tissus (telle qu'il en existe déjà à Jussieu) ou d'une sérothèque qui deviendraient lieux de conservation et de mémoire de ces archives biologiques.

Les archives contemporaines de la Direction de l'Institut Pasteur

Les profondes modifications subies, depuis les années 1940, dans l'organisation de l'Institut Pasteur (séparation des services de la recherche et de la production, fonctionnement de l'hôpital, création et fonctionnement des filiales) ont provoqué de nouvelles répartitions des fonctions et d'importantes migrations de documents dont le classement s'avère délicat. L'historique de l'Institut sur cette période demeure en pointillé. Depuis mai 1998, le traitement de ces archives est assuré par Séverine Cournez (DESS 1996-1997). L'inventaire du fonds de la Direction administrative et financière, réalisé sous la forme d'un répertoire numérique détaillé, est mené de front avec le récolement des archives du Secrétariat général. Celles-ci firent l'objet de plusieurs versements, comprenant des dossiers parfois anciens qu'il est nécessaire de restructurer.

Le travail de Séverine s'organise autour de plusieurs fichiers : ceux de son répertoire et de son récolement d'une part, les fichiers à vocation informative d'autre part. À travers ces derniers, il est tenté de reconstituer un organigramme ainsi que des notices biographiques et historiques sur le personnel, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut. Parallèlement à la récolte de ces données dans les archives, des enquêtes orales sont menées auprès d'anciens membres du personnel de l'établissement. Ces interviews, réalisées le plus souvent à partir d'un questionnaire, donnent lieu à l'enregistrement du témoignage et à son compte-rendu écrit.

Le Comité national de défense contre la tuberculose

C'est dans le cadre d'une large opération de collecte menée auprès de particuliers et d'organismes liés aux questions de la tuberculose et de la vaccination par le BCG, que fut mis au jour le fonds du Comité national de défense contre la tuberculose. Cette association, dont les archives couvrent la quasi totalité du XXe s., organise encore aujourd'hui la " campagne du timbre " destinée à récolter des fonds pour secourir les malades. D'aucuns se souviendront peut-être avoir vendu dans leur prime jeunesse ces petits timbres au slogan évocateur : " Le souffle, c'est la vie ".

En tant que stagiaire, ma mission consista à prendre en charge les archives du Comité, de leur transfert à la communication aux lecteurs. Il fut procédé lors du déménagement des cartons à la rédaction d'un récolement, prélude nécessaire à l'établissement du cadre de classement ; la recherche d'informations sur le contexte historique, l'action et l'organisation interne de l'institution permettant d'identifier les grands ensembles de documents. Le plan de classement adopté, le corps de l'instrument de recherche -répertoire numérique détaillé proche de l'inventaire analytique- fut réalisé sur ASKSAM. Au cours du classement, la rencontre avec deux historiens, MM. Murard et Zylberman, se révéla décisive. Ce fonds, qu'ils croyaient perdu, s'avère essentiel tant pour l'histoire de la santé dans l'entre-deux-guerres qu'en raison de la pauvreté des archives publiques en la matière. Le Service des archives proposa donc au Comité d'établir un contrat désignant l'Institut Pasteur comme dépositaire du fonds. Cette proposition fut approuvée par décision du Conseil d'administration de l'association, en date du 16 juin 1998.

La réalisation des différentes étapes du traitement d'un fonds d'archives (collecte, classement, inventaire, conditionnement, cotation, négociations et rédaction d'un contrat de dépôt) permet, bien sûr, d'accroître ses connaissances en archivistique, mais surtout de prendre conscience de l'importance d'une active collaboration entre les archivistes, les producteurs ou les utilisateurs des archives. C'est grâce aux propos échangés avec deux historiens que fut dévoilé le caractère unique du fonds, point d'origine du futur guide des sources sur l'histoire de la Santé publique en France. De même, l'expérience recueillie auprès de quelques collègues archivistes facilita la rédaction du contrat de dépôt.

Le Service des archives de l'Institut Pasteur, dont l'enthousiasme de l'équipe séduira sans nul doute les futurs stagiaires, développe et entretient depuis plusieurs années ces efforts de communication et de collaboration ; au sein même de l'Institut, avec la bibliothèque, le musée, les unités de recherche, tout comme à l'extérieur avec les archivistes, historiens et familles de pastoriens. Assurément, l'une des raisons de son dynamisme et de son succès.

Stéphanie JANDIN
DESS 1997-1998

Les archives départementales du Pas-de-Calais

entretien avec M. Patrice Marcilloux, directeur du service



Créées sous la Révolution, les archives départementales ont en charge la conservation du patrimoine écrit du département. Le département du Pas-de-Calais, outre son histoire locale très intéressante, a toujours eu une grande place dans l'histoire nationale. C'est pourquoi l'intérêt de certains fonds dépassent très largement les limites départementales. C'est le cas du trésor des chartes d'Artois qui, pour la fin du XIIIe siècle et le premier tiers du XIVe siècle, contient, avec quelques documents sur le royaume de Naples, des séries comptables de la région parisienne, de l'Orléannais, du Bourbonnais, du bailliage de Domfort en Normandie et surtout de la Franche-Comté. C'est aussi le cas de certains fonds d'origine privée acquis ou reçus en dépôt depuis 1920 tels le chartrier de Labuissière, les papiers personnels de Charles Célestin Jonnart[1], ainsi que le chartrier de Fosseux.



Ayant rencontré le directeur des Archives départementales du Pas-de-Calais, Monsieur Patrice Marcilloux, j'en ai profité pour lui poser quelques questions :

" - Que pensez-vous des nouvelles filières scolaires en archives ?

J'en pense beaucoup de bien car ce sont de bonnes formations qui produisent des gens opérationnels. C'est très positif pour l'ensemble de la profession.

- Quelle formation avez-vous ?

École des chartes puis École du patrimoine.

- Les archives départementales du Pas-de-Calais se trouvent à l'extérieur de la ville, ne pensez-vous pas que ce soit un inconvénient ?

Cela présente un inconvénient majeur pour l'insertion des archives dans la politique culturelle. C'est aussi un inconvénient lorsqu'il y a des expositions car elles sont moins accessibles au public.

- Organisez-vous souvent des expositions ?

Pas très souvent, je suis plus porté par les publications, il y a en général une exposition tous les trois ans. En 1998, nous avons fait une exposition itinérante sur les moulins du Pas-de-Calais. La prochaine exposition est prévue pour novembre 2000 sur la reconstruction du Pas-de-Calais après la Première Guerre mondiale.

- Que pensez-vous des projets sur la réduction des délais de communicabilité ?

Je suis globalement plutôt favorable à baisser certains délais, c'est l'occasion pour l'ensemble de la profession de montrer que les archivistes ne sont pas là pour protéger des secrets d'État. Les archives tiennent une place importante dans le débat public ".

En 1997, 2168 lecteurs ont fréquenté les Archives départementales du Pas-de-Calais et ont consulté 40406 documents. Aujourd'hui, les archives occupent 31,8 km de rayonnages soit une somme de 650 000 documents. L'établissement doit s'adapter en permanence, une nouvelle salle de lecture a été inaugurée le 23 février dernier, preuve que le monde des archives est moderne.

Cécile DAMLENCOUR
Licence 98-99

1 - Charles Célestin Jonnart, président du Conseil général du Pas-de-Calais, gouverneur général en Algérie, haut commissaire en Grèce en 1917

" Quel avenir pour les archives ethnologiques ? "

Compte rendu de colloque du 2 février 1999 à Paris X-Nanterre (maison René Ginouvès)

C'est sur le thème des archives ethnographiques[1] qui s'est déroulé à la maison René Ginouvès (université Paris X-Nanterre), mardi 2 février dernier, un colloque organisé à l'initiative du Laboratoire d'Anthropologie sociale et du Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie comparative. Cette assemblée qui réunissait anthropologues, universitaires et professionnels de la documentation, nous a permis de réfléchir ensemble sur le devenir de ces archives scientifiques. Des multiples questions qu'inspirent ce thème, quatre questions importantes ont retenu notre attention :

1°) Sur quels critères se fonder pour dégager la spécificité des archives ethnologiques ?

2°) Comment sensibiliser les chercheurs à l'importance de prévoir la conservation de leurs documents de terrain ?

3°) Comment procéder pour réaliser la collecte de ce type de documents ? Sous quelles formes et dans quelles institutions les conserver ? Comment assurer leur sauvegarde et leur valorisation ?

4°) Quels sont les problèmes posés par l'utilisation sur le terrain de nouveaux supports ?

Issue du laboratoire d'ethnologie, Marie-Dominique MOUTON, a ouvert la journée en se proposant de répondre à la première interrogation. Selon elle, l'ethnologie est un véritable " travail de terrain " au cours duquel se constitue un fonds de matériaux servant à la base de la réflexion du chercheur. Parmi ces matériaux figurent notes et journaux de terrains, correspondances, carnets de route, fiches d'objets, carnets de contes, mythes ou traditions historiques, données de recensements, mais aussi documents iconographiques (dessins, photographies, films) et sonores, cartes géographiques, relevés topographiques, herbiers ou collections d'objets. À partir de cette typologie, les " archives ethnologiques " ont été définies comme " l'ensemble des matériaux issues d'une description de terrain et utilisé pour la connaissance de l'homme ".

À partir de cet essai de définition, l'intérêt de ces archives peut être analysé sous trois angles différents. Tout d'abord, les " papiers " des ethnologues apportent un éclairage sur l'histoire de la discipline (sur le plan épistémologique) et mettent en évidence l'évolution de la réflexion du chercheur. Ensuite ils sont souvent porteurs de la mémoire des sociétés dans lesquelles ils ont été collectés[2]. Enfin ils peuvent à toute époque, donner lieu à des approches, des analyses et des interprétations nouvelles. Sur le plan méthodologique, Ariane DELUZ (du Laboratoire d'Anthropologie sociale) et Marie Dominique MOUTON ont alors évoqué les nombreuses difficultés qu'elles ont rencontré dans le traitement de fonds ethnographiques, notamment au niveau de l'analyse de documents non traduits, de la communicabilité de certains rituels restés secrets et du classement de ces documents.

Jean-Marie JENN de la mission du patrimoine, nous a alors rappelé que le premier principe en archivistique, celui du " respect des fonds " devait s'appliquer à l'ensemble des archives ethnologiques. Il a ensuite présenté la mission du patrimoine concernant les " papiers des ethnologues ". Dans un premier temps une enquête auprès d'une dizaine d'institutions publiques ou privées, de sociétés savantes et de collectivités susceptibles de détenir des archives ethnologiques, va être prochainement menée par l'Institut national des Archives ethnologiques. Cette enquête permettra, dans un second temps, d'élaborer un guide des sources afin de rapprocher les archives des collections muséographiques, d'assurer un suivi de fonds prestigieux et de favoriser le travail des chercheurs.

Caroline NOININ, étudiante en lettres, nous a présenté son travail original sur l'analyse littéraire des carnets de routes de Michel LEIRIS, auteur de *L'Afrique fantôme*. Les problèmes liés à la collecte et la communicabilité de ces carnets, véritables " journaux intimes " du chercheur ont alors été abordés. Ariane DELUZ nous a ensuite présenté le fonds DEVEREUX qui se trouve déposé à l'Institut de la Mémoire de l'Ethnologie contemporaine. Ce fonds de 34 cartons est typique du classement thématique que l'on peut trouver dans ce domaine. Dans ce cas, on constate que le fonds DEVEREUX reprend le cadre de classement utilisé par le chercheur en attribuant une lettre pour chaque type de documents.

En début d'après-midi, Jacqueline CHRISTOPHE nous a présenté le fonds Jean-Marc RIVIÈRE qui est conservé aux archives du musée des Arts et Traditions populaires. Ce fonds regroupe l'ensemble des missions à la fois ethnologiques et architecturales effectuées en France entre 1936 et 1981. Il comprend 400 cahiers classés par enquêtes géographiques. Ces cahiers devaient originellement servir à la création de véritables " musées de plein air ". Malheureusement, le concept de " musée de plein air ", né de la volonté politique du Front populaire de décentraliser la culture, n'a jamais vu le jour.

Dominique MORETON, responsable des archives conservées à la bibliothèque du musée de l'Homme, nous a fait une présentation d'une partie des fonds conservés au musée, parmi lesquels figurent des grands noms de l'exploration et de l'ethnologie française comme Alexandra David NEEL, Paul Emile VICTOR ou encore Marcel MAUSS. Parmi les nombreux trésors du musée de l'Homme sont conservées les archives d'un des plus grands africanistes français, Marcel GRIAULE, célèbre pour son étude des Dogons du Mali (1937-1956). Eric JOLLY, co-organisateur de l'exposition " l'Afrique de Marcel GRIAULE " qui se tient actuellement au musée de l'Homme, nous a exposé la richesse du fonds qu'il a lui-même classé et inventorié en vue de l'exposition. La particularité de GRIAULE réside précisément dans ses méthodes de travail. Cette méthode fondée sur le travail d'équipe (il s'entoure de nombreux collaborateurs) est une aspiration à la pluridisciplinarité et à l'exhaustivité, une combinaison entre enquêtes intensives et extensive en vue de ' mettre en fiche de A à Z ' n'importe quelle société. L'autre particularité de GRIAULE est la large utilisation faite durant ses expéditions des outils audiovisuels et tout particulièrement de la photographie.

La journée s'est achevée par une table ronde au cours de laquelle certains points on pu être éclaircis. Tout d'abord le terme " d'archives ethnographiques ou ethnologiques " ne concerne pas seulement les archives des " professionnels " c'est-à-dire de l'ethnologie à partir de 1925, date de la création par Marcel MAUSS de l'Institut d'ethnologie. En effet, dès son origine, l'étude de l'homme dans son milieu à intéressé des non-spécialistes, missionnaires, archéologues, naturalistes, médecins, etc. Ainsi il nous a semblé important d'inclure dans la définition initiale l'ethnologie dite " amateur ", c'est-à-dire une partie non négligeable de l'histoire de la discipline. Enfin il a été reconnu qu'un énorme travail de sensibilisation restait à faire auprès des chercheurs, des universités et des institutions afin de limiter les destructions et de favoriser les collectes. Sur ce dernier point, l'ensemble des participants a reconnu que le manque de critères de sélection et la réticence de certains chercheurs (peur d'être jugé, volonté de protéger ses recherches) empêchaient l'enrichissement des fonds. Enfin il a été admis que les archives ethnologiques à l'instar de l'ensemble des archives scientifiques souffraient à la fois d'un vide juridique (délais de communicabilité) et du manque de recherches méthodologiques.

Stéphane BILLONNEAU
DESS 98-99



1- On utilise indifféremment les termes "ethnologiques" et "ethnographiques" pour décrire ces archives. Toutefois, il convient de distinguer l'étude descriptive de terrain (l'ethnographie) de l'analyse des faits à partir de cette description (l'ethnologie).

2- Cette mémoire est d'autant plus précieuse qu'elle concerne parfois des sociétés disparues ou menacées d'extinction. Elles font alors partie intégrante de ce que l'UNESCO a qualifié de " Mémoire du Monde ".

Les nouvelles Archives départementales de la Manche

Les ouvertures de nouveaux bâtiments d'archives, même si elles sont de plus en plus fréquentes, restent des événements importants pour le petit monde des archivistes, mais aussi pour les usagers des archives.

L'inauguration des nouvelles Archives départementales de la Manche, en décembre dernier, en fournit un bon exemple, d'autant qu'elles n'avaient pas été, jusque là, très gâtées. D'abord conservées dans divers bâtiments peu fonctionnels, tels les combles de la préfecture, elles furent entièrement détruites lors du débarquement, le 6 juin 1944. Après avoir séjourné un temps dans des caves, les nouveaux documents trouvèrent place dans un bâtiment neuf, plus fonctionnel, mais qui s'est vite avéré être de taille trop réduite. La laideur de l'immeuble n'arrangeait d'ailleurs pas la situation.

Face à ces problèmes, une nouvelle construction s'avérait nécessaire. Malgré leurs réticences initiales, les conseillers généraux ont finalement consenti le financement du projet qui est aujourd'hui concrétisé.

L'ouvrage, en lui-même, a fière allure. La façade dégage à la fois une impression de grandeur et de familiarité. Les éléments habituels sont bien sûr présents : bureaux, studio de microfilmage, atelier de reliure et restauration, etc. Un espace est même accordé aux archives sonores.

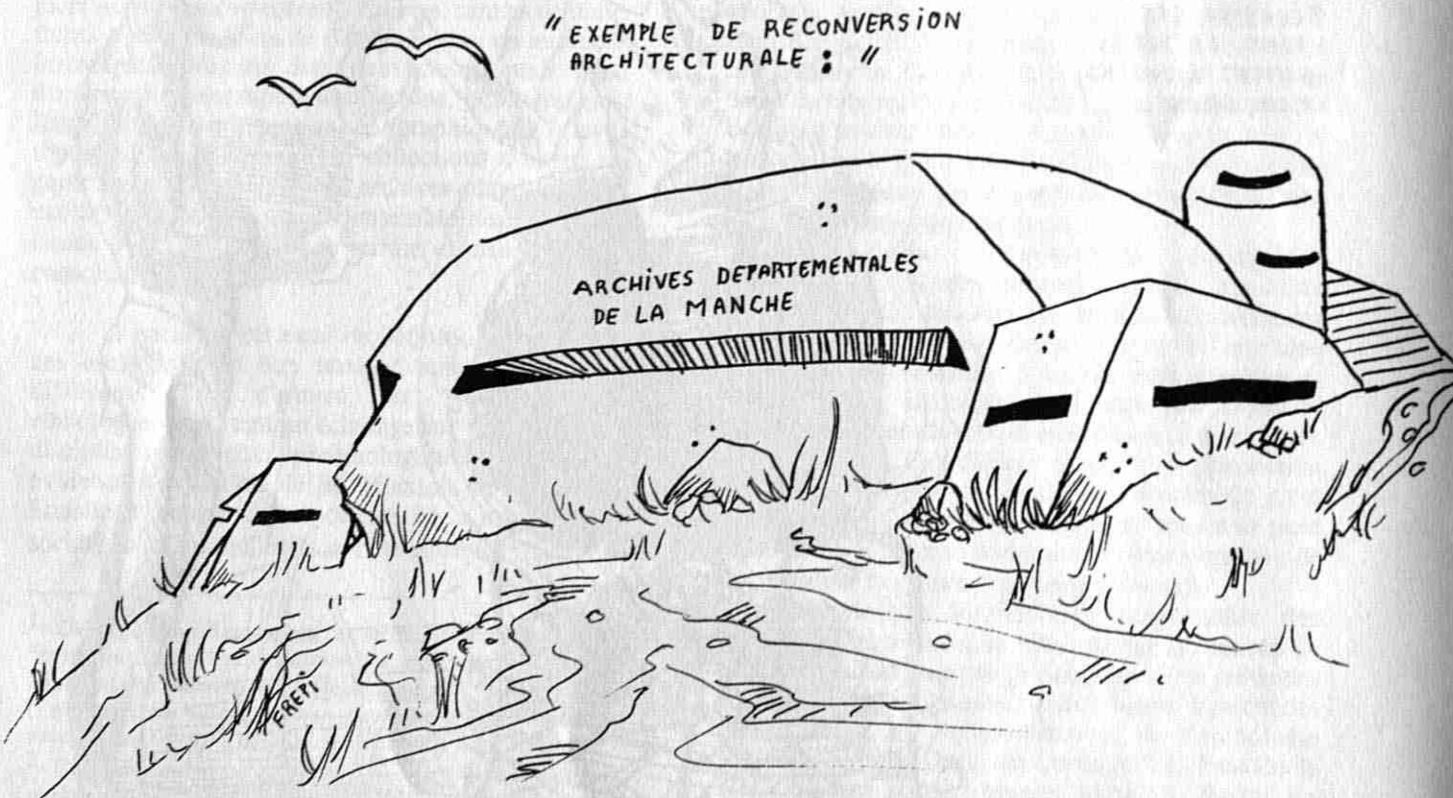
On voit donc le parti pris d'adaptation aux évolutions en cours. C'est ce même parti pris qui a fait voir grand pour les magasins : 31 km de rayonnages pour 15 km de documents conservés actuellement. Autant dire que ces magasins devraient durer longtemps.

Innovation pour la conservation donc, mais aussi pour la communication. En effet, la communication s'effectue grâce à deux espaces. D'abord, la salle de lecture, vaste et spacieuse, offre des conditions de travail idéales, et souvent difficiles à trouver ailleurs. Soixante places suffisamment larges, avec un éclairage tamisé, une importante collection d'usuels, et 800.000 fiches aident à la recherche. Les microfilms sont pour leur part en libre accès. Encore faut-il pouvoir les lire. La salle n'est équipée que de neuf lecteurs, alors que la majorité des usagers sont des généalogistes. Il semble donc que, sur ce point, la prévoyance n'ait pas été de mise.

Ensuite, le bâtiment est doté d'un vaste auditorium, qui permet d'organiser des manifestations telles que des colloques. Il vient s'ajouter à la salle d'exposition, au riche fonds documentaire, à la bibliothèque, qui regroupe 40.000 ouvrages, et qui est probablement la plus importante du département, pour le domaine historique.

Ainsi, les Archives départementales, dans un département dépourvu de grand centre culturel, s'affirment comme le coeur de la recherche historique locale.

Éric LECHEVALLIER
Licence 98-99



L'Institut Pasteur de Lille face à ses archives

L'accueil d'une stagiaire-archives fut une première au sein de l'Institut Pasteur de Lille qui n'avait jamais entrepris de politique de collecte ni de sauvegarde de ses archives (administratives comme scientifiques), hormis lors de la création d'un " musée " dans les années 70.

L'IPL : une fondation autonome de renommée internationale

La communauté scientifique pasteurienne regroupe 24 Instituts Pasteur et instituts associés sur les cinq continents. L'IPL est le deuxième en importance après celui de Paris. Il a conservé, depuis sa création en 1894, son statut de fondation autonome et déploie ses activités pour préserver, conforter ou restaurer la santé individuelle et collective.

Aujourd'hui, l'effectif de l'IPL s'établit à 960 personnes dont 460 pour la recherche en santé humaine. Cet établissement dispose d'un service de documentation doté d'un fonds documentaire important (5000 ouvrages, 800 périodiques, base de données en ligne, ...), mais ce bel édifice est encore inachevé puisqu'il n'existe pas de service d'archives organisé.

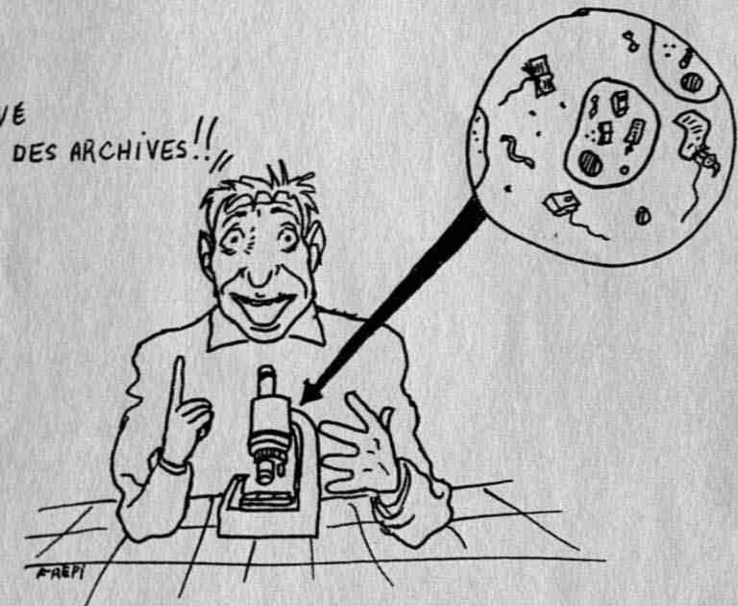
Un pas dans l'histoire des sciences

L'intérêt porté aux archives historiques de l'Institut fut suscité par Alain Gérard, historien des sciences, président de la Commission historique du Nord et auteur de nombreux articles et ouvrages concernant l'histoire locale scientifique. Autre responsable de la venue d'une stagiaire-archives à Lille : Denis Ogilvie, conservatrice des archives de l'Institut Pasteur de Paris. Elle a d'ailleurs gracieusement offert sa collaboration et ses compétences archivistiques afin d'encadrer ce stage et d'en être la responsable scientifique.

C'est donc surtout grâce à eux, qu'une partie des archives d'Albert Calmette (co-inventeur du BCG), directeur de l'Institut Pasteur de Lille à sa création, ont pu être classées, inventoriées, reconditionnées et protégées. En effet, depuis plus de vingt ans, une partie des archives les plus anciennes étaient exposées au " musée " sans que des précautions aient été prises pour les mettre à l'abri de la poussière, de la lumière et de l'humidité. Bref, le schéma classique... trop classique.

Les archives au cœur de la communication

Comme dans tous les cas d'archives privées, leur conservation résulte d'une option volontaire. Prévoir la conservation définitive à titre de témoignage historique relève d'une démarche qui n'a rien d'obligatoire. Un travail important d'explication et de persuasion a donc été nécessaire pour convaincre la direction de l'IPL que ses archives représentent à la fois une grande richesse patrimoniale et scientifique pour les historiens des sciences.



Un des principaux outils qui ont pu parfaire cette réussite fut l'intégration de l'archiviste-stagiaireau cœur du service de communication et sa participation aux régulières réunions de travail. Lors de ces séances de travail, la parole étant accordée à chacun des membres du service, il a été plus facile de démontrer d'une part que les archives peuvent être un outil de communication interne comme externe support (plaquettes commémoratives, expositions, ouvrages, documentaire,...), et ensuite que l'histoire d'une entreprise permet d'entretenir un esprit et une culture. Même au sein d'un établissement scientifique, tourné

vers le progrès, la science et l'avenir, la connaissance du passé, loin de constituer un frein, intervient comme un élément d'identification de la réalité scientifique : elle permet surtout d'affirmer l'image de marque, sa légitimité et son authenticité.

De la volonté… à la contrainte budgétaire

En acceptant une stagiare-archives, la Direction de l'IPL souhaitait voir ses archives historiques classées et inventoriées. Elle ne connaissait ni la réglementation en vigueur dans les archives privées et publiques, ni les conditions optimales de conservation, ni les solutions qui peuvent être adoptées dans le cas d'entreprises qui veulent se donner les moyens de conserver et communiquer leurs archives ailleurs que sur leur lieu de production.

La Direction a donc pu apprécier et étudier les propositions contenues dans un "protocole de conservation et de communication" et répondant à toutes ses questions. Ce fut l'occasion de suggérer la création d'une cellule archives à l'IPL ou au moins le recrutement d'une personne qualifiée pour assurer les missions d'un archiviste.

Cette réflexion initiée est toujours à l'étude… la gestion des archives et les bonnes intentions nourries à leur égard étant toujours confrontées aux impératifs budgétaires.

Vanessa ODDONE
DESS 1997-1998

Brèves



Site de l'Association des archivistes français sur Internet

http://www.archivistes-français.org

Vous trouverez une présentation de l'AAF, des offres de formations, une rubrique " Emplois ", et la possibilité de vous abonnez au groupe de discussion de l'AAF.

A vos plumes et crayons

L'AEDAA cherche encore un logo et réorganise à cette fin un concours d'idées. Faites preuve d'imagination et envoyez-nous vos chefs-d'oeuvre d'ici juin 1999.

Nouveau bâtiment pour les archives diocésaines d'Angers

De nombreux chercheurs ont pu constater l'exiguïté du dépôt et de la salle de lecture des archives de l'évêché d'Angers. Qu'ils soient rassurés, Monseigneur Orchampt, évêque démissionnaire d'Angers, a souhaité avant son départ la construction d'un local mieux adapté. Le déménagement est en cours et occasionne, de façon éphémère, quelques gênes dans la consultation des documents. L'inauguration est prévue pour mai.



Notes

Si vous connaissez des personnes qui envisagent de faire des études sur l'histoire du livre aux XVe-XVIe siècles, qu'elles n'hésitent pas à prendre contact avec l'AEDAA qui les mettra en rapport avec un spécialiste du CNRS.

Directeur de publication : Vanina Heullant / Rédacteur en chef : Richard Ravalet / Comité de rédaction : Stéphane Billonneau, Hugues Courant, Cécile Damlencour, Céline Delahaye, Agnès Vanbalberghe / Conception graphique : Richard Ravalet / Dessins : Frédéric Pillet
Tirage : 250 exemplaires
ISSN en cours / AEDAA — 11, bd Lavoisier 49045 Angers cedex 01 ; Fax : 02 41 48 58 81
Les articles n'engagent que leurs auteurs et ne peuvent être reproduits qu'avec leur autorisation.

AEDAA
11, bd Lavoisier
49 045 Angers cedex 01

Compte-rendu de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 1999

Le samedi 27 février 1999, à 14 h 30, s'est réuni à la Bibliothèque universitaire d'Angers (campus de Belle-Beille) l'assemblée générale extraordinaire de l'AEDAA. Cette assemblée avait été convoquée afin de pourvoir trois postes vacants au sein du bureau.

M. Gaëtan Ménard, président démissionnaire, et Mme Svetlana Virapin-Juin, trésorière démissionnaire, ont expliqué devant l'assemblée les motifs de leurs démissions. Aucune objection n'ayant été émise par l'assistance et après un bref bilan des activités menées par l'AEDAA depuis novembre 1998[1], il a donc été procédé à l'élection de trois membres du bureau. Melles Vanina HEULLANT (DESS 97-98) et Anne-Florence DASSÉ (licence 98-99) ont présenté leurs candidatures.

Les 50 votants mobilisés à cette occasion (dont 24 par correspondance) ont réparti ainsi leurs voix :

- Melle Anne-Florence Dassé	45 voix
- Melle Vanina HEULLANT	44 voix
- M. Gaëtan Ménard	24 voix

Les nouveaux élus et les membres du bureau se sont retirés et ont procédé comme il s'ensuit à la répartition des fonctions :

- présidente : Melle Vanina HEULLANT,
- vice-président : M. Richard RAVALET,
- trésorier : M. Gaëtan MÉNARD,
- secrétaire : M. Cyril BAGNAUD,
- secrétaire-adjointe : Melle Anne-Florence DASSÉ.

La séance a été levée à 16 h 10.

Le vice-président,

[1]- L'AEDAA comprend 122 adhérents, et ses ressources sont de 4427,54 francs sur le livret et de 8366,67 francs sur le compte-chèque.